



Décision n° CODEP-DCN-2024-021078 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 29 avril 2024 autorisant Électricité de France à modifier de manière notable l’installation et de manière temporaire les modalités d’exploitation autorisées des centrales nucléaires de Chooz (INB n° 139 et n° 144) et Civaux (INB n° 158 et n° 159)

Le président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment le chapitre III du titre IX de son livre V et ses articles L. 593-1et R. 593-55 à R. 593-58 ;

Vu le décret du 9 octobre 1984 autorisant la création par Électricité de France de la tranche B 1 de la centrale nucléaire de Chooz dans le département des Ardennes ;

Vu le décret n° 86-243 du 18 février 1986 autorisant la création par Électricité de France de la tranche B 2 de la centrale nucléaire de Chooz dans le département des Ardennes ;

Vu le décret du 6 décembre 1993 autorisant la création par Électricité de France de deux tranches de la centrale nucléaire de Civaux dans le département de la Vienne ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2017-DC-0616 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 30 novembre 2017 relative aux modifications notables des installations nucléaires de base ;

Vu la demande d’autorisation de modification notable transmise par courrier D455620053250 du 24 juillet 2020, ensemble les éléments transmis par courriers D455621111702 du 22 décembre 2021 et D455624015951 du 7 mars 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. Par courrier du 24 juillet 2020 susvisé complété, EDF a déposé, en application de l'article R. 593-56 du code de l'environnement, une demande d'autorisation de modification notable portant sur le remplacement des aéroréfrigérants du système TRI du bâtiment de traitement des effluents des réacteurs de 1450 MWe.
2. Cette modification constitue une modification notable des installations et une modification temporaire des modalités d'exploitations autorisées relevant du régime d'autorisation de l'Autorité de sûreté nucléaire régi par l'article R. 593-55 du code de l'environnement.

Décide :

Article 1er

Électricité de France, ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à modifier de manière notable les installations, et de manière temporaire les modalités d'exploitation autorisées des centrales nucléaires de Chooz (INB n° 139 et n° 144) et Civaux (INB n° 158 et n° 159) dans les conditions prévues par sa demande du 24 juillet 2020 susvisée amendée par le courrier du 22 décembre 2021 et le courrier du 7 mars 2024.

Article 2

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 3

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au Bulletin Officiel de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le 29 avril 2024.

Pour le Président de l'ASN et par délégation,
La directrice adjointe de la direction des centrales nucléaires

Signé par : **Aline FRAYSSE**